



## 73<sup>ème</sup> Session de l'Assemblée générale des Nations Unies

Point 34 de l'ordre du jour

### **Rapport du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables**

Report of the International, Impartial and Independent Mechanism to Assist in the Investigation and Prosecution of Persons Responsible for the Most Serious Crimes under International Law Committed in the Syrian Arab Republic since March 2011

New York, le 23 avril 2019

Déclaration de la Suisse

---

Madame la Présidente,

Le conflit armé en Syrie vient juste d'entrer dans sa neuvième année. Il a causé plusieurs centaines de milliers de morts parmi la population civile, des flux de réfugiés énormes et des destructions considérables. Les hostilités persistent et continueront tant qu'une solution politique ne sera pas trouvée. Le Conseil de sécurité est resté paralysé face aux crimes de droit international commis en Syrie. L'Assemblée générale a suivi un impératif moral quand elle a créé en 2016 le Mécanisme international, impartial et indépendant pour la Syrie.

Madame la Présidente,

La Suisse tient à féliciter le Mécanisme pour les progrès accomplis dans tous les domaines relevant de son mandat. Il est également très positif, qu'au cours de la période considérée, ses travaux aient abouti à l'ouverture de deux dossiers ainsi qu'à une coopération accrue avec les juridictions nationales qui enquêtent sur certains des crimes les plus graves commis en Syrie. Permettez-moi de saisir cette occasion pour mentionner qu'un processus est actuellement en cours en Suisse pour modifier le cadre législatif relatif à l'entraide pénale internationale, dans le but, notamment, de permettre la coopération avec le Mécanisme et d'autres institutions pénales non-étatiques.

Permettez-moi également de mentionner le rôle crucial joué par les organisations de la société civile syrienne dans la documentation des crimes commis en Syrie. Sans accès au territoire pour les institutions internationales telles que le Mécanisme ou la Commission d'enquête du Conseil des droits de l'homme, la société civile syrienne joue un rôle clé pour assurer la responsabilité future des auteurs de violations. C'est pourquoi la Suisse et les Pays-Bas - par le biais du processus de Lausanne - facilitent la coopération entre le Mécanisme et les ONG syriennes.

Madame la Présidente,

Depuis sa création, la Suisse a soutenu le Mécanisme à hauteur d'environ 2.4 Mio USD. Etant donné que la lutte contre l'impunité en Syrie est un effort à long terme, il est vital pour le Mécanisme d'établir un modèle de financement durable. C'est pourquoi la Suisse soutient fermement les mesures prises par le Secrétaire général pour inclure le financement du Mécanisme dans le budget régulier de l'ONU pour 2020. En attendant 2020, nous encourageons les Etats à continuer de soutenir le Mécanisme par le biais de contributions volontaires.

En conclusion, la Suisse, en tant qu'Etat hôte, continuera à apporter son soutien au Mécanisme et invite tous les Etats membres à faire de même. Les victimes en Syrie comptent sur notre engagement pour la justice et la paix en Syrie.

Je vous remercie de votre attention.

---

*Unofficial translation*

Madam President,

The armed conflict in Syria has just entered its ninth year. It has caused the deaths of several hundred thousand civilians, huge refugee flows and widespread destruction. Hostilities persist and will continue until a political solution is found. The Security Council has remained paralysed in the face of crimes under international law committed in Syria. The General Assembly acted upon a moral imperative when it established the International, Impartial and Independent Mechanism for Syria in 2016.

Madam President,

Switzerland would like to congratulate the Mechanism on the progress it has achieved in all areas of its mandate. It is also very positive that during the reporting period, its work has led to the opening of two case files as well as enhanced cooperation with national jurisdictions investigating some of the most serious crimes committed in Syria. Allow me to take this opportunity to mention that a process is currently under way in Switzerland to amend the legislative framework on international mutual assistance in criminal matters, with the particular aim of facilitating cooperation with the Mechanism and other non-state criminal-law institutions.

Allow me also to highlight the crucial role played by Syrian civil society organisations in documenting crimes committed in Syria. With access to the country impossible for international institutions such as the Mechanism or the Human Rights Council's Commission of Inquiry, Syrian civil society plays a key role in ensuring the future accountability of perpetrators of violations. That is why Switzerland and the Netherlands – through the Lausanne process – are facilitating cooperation between the Mechanism and Syrian NGOs.

Madam President,

Since the Mechanism's inception, Switzerland has supported it with approximately USD 2.4 million. Given that the fight against impunity in Syria is a long-term effort, it is vital for the Mechanism to establish a sustainable funding model. Switzerland therefore strongly supports the measures taken by the Secretary-General to include the financing of the Mechanism in the regular budget of the United Nations for 2020. In the meantime, we encourage states to continue to support the Mechanism through voluntary contributions.

In conclusion, Switzerland, as host state, will continue to support the Mechanism and invites all member states to do likewise. The victims in Syria are counting on our commitment to justice and peace in Syria.

Thank you.